

Zeitschrift: Domaine public
Herausgeber: Domaine public
Band: 28 (1991)
Heft: 1052

Artikel: Communauté européenne : panique à bord
Autor: Speziali, Barbara
DOI: <https://doi.org/10.5169/seals-1021002>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. [Mehr erfahren](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. [En savoir plus](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. [Find out more](#)

Download PDF: 31.01.2026

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

Panique à bord

De la théorie des cercles, on passe à celle des dominos pour envisager l'élargissement de la Communauté européenne. Jacques Delors a-t-il une nouvelle fois joué avec l'effet d'annonce ? La situation est pour l'instant confuse, tant en ce qui concerne les pays de l'Est que ceux de l'AELE.

L'Histoire s'accélère. Mais la Communauté donne l'impression d'être paralysée. Les bouleversements en URSS et

n'est plus à résoudre selon les calculs anciens; le mouvement politique aussi se démontre en marchant.

Certes il ne s'agit pas seulement d'imposer sa personne, mais d'être reconnu-e comme symbole politique d'un choix (femme, Europe, socialisme), de promouvoir cette cause en l'incarnant et en lui donnant publiquement la place la première.

Yvette Jaggi, qui n'a cessé d'être fascinée par la critique du paraître de la société de consommation médiatisée (voir sa bibliographie, Eco, Baudrillard — trois titres — Lipovetsky, Yonnet), laisse penser que le paraître fait partie congénitalement de la geste politique. Ces développements sont exposés dans une écriture agréablement soutenue, que balancent même parfois des périodes oratoires, qui trahissent un rien de déformation professionnelle.

Le côté petite fille

Au chapitre des références culturelles, Rousseau et Saint-Exupéry nous sont donnés comme phares. Ce n'est pas l'originalité qui frappe — on ne saurait la rechercher en ce domaine — mais une sorte de spontanéité, comme une fixation affectueuse d'enfance. Car Rousseau, même annoté par le «*tendre et subtil Starobinski*» est-il si «*transparent et aimable*» ?

J'ai toujours été fasciné quand chez l'homme et la femme publics se découvrent le petit garçon ou la petite fille qu'ils ont été et, on s'en félicite, sont encore un peu.

Yvette Jaggi ne se raconte guère, mais assez pour laisser entrevoir parfois, aussi, sous les réflexions de M^{me} la syndique et de M^{me} la conseillère aux Etats, ce côté petite fille, qui, il est vrai (p.13) avait, déjà «*une année d'avance à l'école primaire*». ■

Yvette Jaggi: *Ce n'est pas le moment de mollir*, Editions Zoé, 1991.

dans les pays de l'Est constituent un défi historique. Nul ne le conteste. Mais quand il s'agit de faire un geste, de donner un «signal politique», la belle unanimité s'évanouit. «*On risque d'être largement dépassé par l'événement*» mettent en garde certains observateurs.

Les changements survenus à Moscou rendent désormais inévitable l'élargissement de la Communauté. C'est une première certitude. Dans une récente interview accordée à *Libération*, Jacques Delors souligne que «*l'élargissement de la CE est souhaitable, nécessaire, impératif et que la perspective d'une Communauté à 24 ou 27 pays n'est pas écartée*». «*Il est clair que ce qui s'est passé à Moscou aura une influence sur le processus européen*» a déclaré de son côté à la presse début septembre M. Andriessen, vice-président de la Commission européenne, «*on ne peut pas exclure que la Communauté future aura 24 membres, voir même davantage; or, ses structures institutionnelles ne sont pas conçues pour une telle évolution*».

Et M. Andriessen d'estimer que l'approfondissement doit se faire en tenant compte des perspectives d'élargissement et la réflexion porter parallèlement sur les deux éléments.

Des trois cercles à la «théorie pacifique des dominos»

Pas d'ouverture de négociations d'adhésion avant l'achèvement du marché intérieur, c'est-à-dire avant 1993, répétait systématiquement la Commission à quiconque venait frapper à sa porte. Ce principe est donc devenu caduc. De même, le thème des «cercles concentriques» est à revoir. Dessinant l'Europe du futur, Jacques Delors avait imaginé une structure comprenant un premier cercle avec les Douze, un second avec les pays de l'AELE et un troisième avec les pays de l'Est. Depuis la candidature suédoise et l'«avis positif» de la Commission à la demande autrichienne, le second cercle perd de sa consistance. Surtout que dans le nouveau contexte, il sera difficile de faire attendre Vienne pour cause de neutralité (une notion à redéfinir complètement). Quant au

troisième cercle, il faut faire face à l'impatience croissante de Varsovie, Prague et Budapest, mais aussi songer à accueillir les Pays Baltes, que le Danemark souhaite intégrer dans la Communauté le plus rapidement possible, il change donc lui aussi d'aspect. Toujours prompt à réagir, Jacques Delors vient de proposer une intégration progressive des pays de l'Est au fur et à mesure de la remise en état de leurs économies, ce qu'il appelle la «théorie pacifique des dominos».

Les intérêts intérieurs d'abord

La tâche est exaltante, historique. Les Douze, à Bruxelles, se montrent pourtant bien timides et timorés. La discussion, le 6 septembre, entre les ministres des Affaires étrangères sur trois propositions de la Commission a ainsi tourné court. Pas question de se montrer plus souple dans les négociations sur des accords d'association avec la Pologne, la Hongrie et la Tchécoslovaquie. La France, la Belgique et l'Irlande pensent d'abord à leurs agriculteurs. Les négociations sont donc bloquées et la proposition de conclure un accord similaire avec la Bulgarie et la Roumanie et celle concernant un accord commercial avec l'Albanie sont restées sur la table. Beau geste politique en vérité.

Pas d'échec sans perdre la face

Il n'en reste pas moins que la Communauté ne peut se permettre d'échouer ni dans les négociations avec les pays de l'Est ni à plus forte raison dans celles avec les pays de l'AELE sur l'EEE. C'est une deuxième certitude. Pour la plupart des observateurs, les événements de Moscou obligent les Douze à conclure au plus vite l'accord sur l'EEE, au risque sinon de perdre complètement la face. Le problème ne se trouve pas à la Commission, mais dans les Etats membres qui sont toujours talonnés par leurs propres lobbies. Il est généralement plus facile d'agir sous la contrainte. On en saura davantage à la fin du mois, après la réunion conjointe CEE/AELE à haut niveau. Mais l'atmosphère ambiante incite plutôt au pessimisme. La date du sommet extraordinaire des chefs d'Etat (pour discuter de l'Est), prévue initialement pour la mi-septembre, n'est toujours pas fixée.

C'est la panique à bord: quand les uns sont prêts à faire le pas, les autres reculent, et vice-versa. Espérons que l'on aura cessé de tergiverser avant que le bateau ne coule...

de Bruxelles: Barbara Speziali